



EXPERTISE FRANCE

Agence Française d'Expertise Technique Internationale

TERMES DE REFERENCE

UN(E) COORDINATEUR/-TRICE DES PROJETS RAM et URGENCES

Lieu d'affectation : Conakry

Durée : 24 mois

Date d'entrée en fonction : immédiatement

Expertise France est l'agence française d'expertise technique internationale, issue de la fusion, le 1er janvier 2015, des 6 principaux opérateurs français d'assistance technique.

Dans le cadre de la stratégie française de riposte à Ebola en Guinée, sur un financement français du MAEDI (Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International), Expertise France déploie depuis 2015 en concertation étroite avec les autorités sanitaires guinéennes des projets visant le renforcement de l'application du règlement sanitaire international, sur trois volets d'actions majeures : détecter, préparer et riposter. Plus largement, ces projets visent à renforcer durablement le système de santé guinéen.

(LABNET : renforcer les capacités d'une centaine de laboratoires de routine d'une dizaine de laboratoires de référence de Conakry / TWIN2H : renforcer les capacités de 15 hôpitaux nationaux, régionaux et de centres de santé communautaire en matière de prévention et de contrôle des infections et d'hygiène hospitalière / PREPARE : appuyer le déploiement d'équipes régionales polyvalentes d'alerte et de riposte aux épidémies).

Afin de mettre en œuvre et suivre ces projets en Guinée, Expertise France s'est doté en 2015 un bureau de coordination santé basé à Conakry. Ce bureau est composé d'un coordinateur, d'un responsable administratif et financier, et d'une secrétaire comptable.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses projets, le Département Santé d'Expertise France recherche un(e) coordinateur/-trice des projets Résistance aux anti-microbien (RAM) et Urgences, pour les coordonner et accompagner la mise en œuvre technique, organisationnelle, institutionnelle et logistique des projets.

1. Contexte et objectif des projets RAM et Urgences

a. Projet RAM

Objectif : Contribuer à la mise en place d'un plan national multisectoriel de lutte contre la résistance aux antibiotiques en Guinée

Selon l'OMS, les infections liées aux soins concernent des centaines de millions de personnes dans le monde. La résistance aux antimicrobiens couvre les infections, mais également les maladies virales, parasitaires et bactériennes (VIH/Sida, paludisme et tuberculose notamment). Leur prévalence varie entre 2 % et 10 % dans les hôpitaux en Europe, dont 5.3% en France en 2012. Dans les pays en développement, les données sur la prévalence et la résistance aux antimicrobiens sont très limitées, mais on estime la prévalence du risque infectieux lié aux procédures de soins entre 2 à 20 fois supérieure à celle des pays développés.

La résistance aux antimicrobiens est un phénomène naturel mais le mauvais usage des antibiotiques chez l'homme et l'animal accélère le processus. Dans les pays où les antibiotiques sont délivrés sans ordonnance pour l'homme ou l'animal, le problème de l'émergence et de la propagation des résistances est encore pire. A cela s'ajoute l'absence de choix thérapeutiques qui majore la nécessité d'une ligne directrice de prescription.

L'évaluation externe conjointe de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI) en Guinée réalisée en avril 2017, a montré les faibles capacités de la Guinée dans le domaine de la RAM (score à 1/4). L'utilisation irrationnelle des antibiotiques (mauvaise prescription, automédication, marché illicite et contrefaçon) est largement répandue présageant un fort potentiel de développement de la résistance aux antimicrobiens. L'évaluation montre également qu'il n'y a pas de liens, de coordination, entre les différents secteurs, santé animale, humaine et environnementale, ni de partage de données en réseau entre les laboratoires.

Il n'existe pas de plan national global pour combattre la résistance aux antimicrobiens, reliant les différents secteurs de la santé humaine, animale et environnementale, ni de plan national opérationnel de détection et de notification des résistances, ni de dispositif national de surveillance des infections causées par des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens, ni de lignes directrices nationales sur le bon usage des antibiotiques quelque-soit le secteur.

Quatre laboratoires en Guinée sont capables de détecter et de notifier les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens : les centres hospitaliers universitaires de Donka, Ignace Deen et Amitié Sino-guinéenne de Kipé, et le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) qui sert de référence nationale pour ces agents pathogènes.

Au regard de ces éléments de contexte, le présent projet propose une étude pilote qui couvrira les 3 hôpitaux de référence du pays, dont 2 hôpitaux universitaires de Conakry, avec l'appui de la Direction Nationale des Laboratoires et de l'Institut National de Santé Publique (INSP), permettant d'instaurer un premier cadre réglementaire multisectoriel de lutte contre la RAM, en réponse aux recommandations de l'évaluation du RSI.

b. Projet URGENCES

Objectif : Contribuer au renforcement des urgences pré, per et post-hospitalières dans les régions de Conakry, Labé, Kankan et dans la zone spéciale de Conakry

A la demande du ministère de la Santé guinéen dont c'est l'une des priorités, Expertise France a effectué en 2017-2018 un état des lieux sur les urgences pré, per et post hospitalières de 6 hôpitaux Guinéens (hôpital national Ignace Deen, hôpital national Donka, CMC de Ratoma, hôpital régional de Labé, hôpital régional de Kankan et hôpital préfectoral de Siguiri).

Cet état des lieux avait pour objectifs :

- De faire l'état des lieux du service des urgences de 6 sites hospitaliers de 3 régions
- D'évaluer la liste des besoins en ressources humaines, formations, matériels, infrastructures, consommables pour améliorer le service des urgences
- D'établir l'état des lieux du schéma régional des urgences et de proposer des solutions dans le contexte guinéen
- D'établir un ensemble de propositions stratégiques et opérationnelles dans le but d'améliorer la PEC des patients au service des urgences des hôpitaux cités.

Les résultats de cet état des lieux ont permis d'élaborer et de proposer pour validation aux autorités sanitaires guinéennes, un plan d'intervention pour le renforcement et la réorganisation de ces services d'urgence en intégrant le rôle de la DRS/DSVCO et la tutelle sur la coordination des services.

2. Description du poste

Le poste est rattaché au Coordinateur des projets santé d'Expertise France en Guinée, sous la supervision de la chargée des projets RAM et Urgences basée à Paris et référente du bureau santé Guinée.

Le (la) coordinateur/trice apportera un soutien aux différents acteurs et partenaires intervenant dans



EXPERTISE FRANCE

Agence Française d'Expertise Technique Internationale

les projets sur les aspects de programmation du dispositif d'intervention, mise en œuvre de ce dispositif, suivi de l'impact du dispositif. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le responsable administratif et financier, un logisticien et le coordinateur du bureau santé.

Le/la coordinateur/-trice se chargera plus particulièrement d'intervenir dans les champs suivants :

Coordination avec le Coordinateur Santé d'Expertise France, le Département Santé, les autorités Guinéennes et les partenaires techniques guinéens et internationaux

- Rapporter régulièrement sur l'état d'avancement du projet auprès du Coordinateur Santé d'Expertise France et du Chargé de projet au Département Santé au siège à Paris
- Faire le lien avec le ministère de la santé, et les Directions techniques ad hoc
- Faire le lien avec l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire guinéenne
- Faire le lien avec les partenaires internationaux impliqués dans la plateforme One Health
- Participer aux réunions à l'ambassade de France, les commissions nationales, les clusters et tous autres ateliers techniques, en concertation étroite avec le Coordinateur Santé d'Expertise France

Coordination et supervision de la mise en œuvre des activités :

1. Gestion des activités

- Assurer la programmation des activités (ateliers, formations...) conformément aux cadres logiques et chronogrammes des projets
- Assurer le suivi de la consommation des dépenses par projet et effectuer les réajustements mensuels des prévisionnels de dépenses, en collaboration avec le responsable administratif et financier

2. Gestion de l'approvisionnement de matériels, équipements et consommables en coordination avec le logisticien et responsable administratif et financier

- Réaliser un état des lieux des besoins en équipement, matériels et intrants pour chaque structure appuyée par les projets
- Suivre la livraison, l'installation et l'utilisation des équipements, matériels et intrants

3. Organisation et accompagnement des missions d'experts techniques en lien avec le coordinateur du bureau santé

- Organiser (rédaction du cahier des charges/termes de référence, informations sur évolution du contexte, briefing et debriefing), préparer (prise de RDV, logistique, information aux partenaires), accompagner les missions d'experts techniques ;
- Assurer un suivi des recommandations de chaque mission.

4. Suivi-évaluation (S&E), reporting et communication

- S'assurer que les objectifs et résultats du programme sont atteints. S'assurer de la performance et de la pertinence du système de suivi et évaluation et de sa mise en œuvre. Sur la base des conclusions du S&E, réviser les indicateurs du programme et proposer les changements de stratégie nécessaires.
- Rédiger le rapport mensuel technique et financier du projet, avec l'appui de la chargée de projet à Paris
- Réaliser des points réguliers écrits et oraux sur l'état d'avancement des activités
- Participer aux réunions de coordination nationale en lien avec les projets et reporter sur les activités mises en œuvre dans le cadre du projet
- Participer à la communication autour des activités mises en œuvre par Expertise France

3. PROFIL DE POSTE

Qualifications et compétences :

- Titulaire d'un diplôme universitaire (second cycle) dans les domaines suivants (ou expérience équivalente) :
 - Santé publique,
 - Infirmier/IDE, pharmacien,
 - Gestion des risques,
- Excellentes capacités :
 - de leadership, de coordination, et d'ingénierie de projets
 - de communication et de diplomatie ;
 - de rédaction.
- Excellente maîtrise du français (écrit / oral)
- Excellentes connaissances en informatique de bureau
- Sens du travail en équipe, capacité à suivre et à assister divers acteurs
- Dynamisme, polyvalence et autonomie

Expérience professionnelle générale

- Expérience professionnelle d'au moins 10 ans en coordination de réponse aux urgences (secours, surveillance sanitaire, projets humanitaires ou de développement).

Expérience professionnelle spécifique

- Expériences professionnelles en Afrique sub-saharienne, de préférence en Afrique de l'Ouest, en gestion, coordination et/ou expertise technique sur des projets en santé, gestion des risques ou gestion de crises ;
- Excellente connaissance des acteurs nationaux (en particulier le Ministère de la santé, Ministère de l'élevage, Ministère de l'environnement) et internationaux de la réponse aux urgences (ONG, organisations internationales...).

CANDIDATURES

Pour candidater à ce poste, transmettre un CV et une lettre de motivation aux adresses suivantes :
valerie.delors-kallo@expertisefrance.fr
mohamed.toure@expertisefrance.fr

Date limite de réception des CV : 4 octobre 2018

Le poste est à pourvoir dès que possible à compter d'octobre 2018
Le salaire sera défini suivant le profil du candidat.